

La finance, comme si de rien n'était



Economie
Frédéric Lemaître

Pouvres syndicats ! Tout occupés à organiser leurs défilés du 1^{er}-Mai, ils sont, une fois de plus, passés à côté de l'essentiel : la crise est finie. Non, non, je vous rassure : je ne suis ni atteint de « rachatisme » ni devenu porte-voix de Christine Lagarde. J'ai lu les sombres prévisions du FMI, la récession allemande me rappelle, à moi aussi, la République de Weimar, et je pense que Carla Bruni aurait mérité un cachet pour avoir, durant quelques heures, permis à l'Espagne d'oublier ses 4 millions de chômeurs... Je sais tout cela. Malgré tout, je suis optimiste. Pourquoi ?

Parce que là où la crise a commencé, la crise s'achève. Au sud de l'île de Manhattan, à Wall Street, là où, c'est bien connu, travaillent les plus brillants cerveaux de la planète, l'heure est de nouveau à la fête. En

tout cas, on s'y prépare. Assez discrètement pour ne pas provoquer la colère des « cols bleus » de Chrysler et de General Motors (encore des syndiqués qui n'ont rien compris), mais assez bruyamment pour que New York se reprenne à espérer. Si tout se passe comme prévu : les réjouissances devraient se tenir à la mi-janvier 2010. Au moment de la réception des bonus. Car, c'est ça, la bonne nouvelle qui change tout : les banques américaines ayant au premier trimestre renoué avec les profits, le temps des primes est revenu. Les spécialistes ont fait leurs calculs : six des principales banques américaines ont déjà mis de côté 36 milliards de dollars pour les primes à venir. La banque Goldman Sachs, par exemple, au cœur du système, a provisionné 4,7 milliards de dollars. Si elle conti-

nue à ce rythme durant les neuf mois suivants, elle pourra verser une prime de 569 220 dollars à chaque salarié au début de l'année prochaine. Soit presque autant qu'en 2007, année record, rappelle le *New York Times*. Alors que, traditionnellement, les banques d'affaires consacraient la moitié de leurs revenus aux rémunérations de leurs petits génies, Morgan Stanley s'apprête, cette année, à leur reverser 68 % du gâteau.

Je vous vois venir, amis-lecteurs-du-Monde-de-gauche : ces banques ne doivent-elles pas leur survie aux centaines de milliards de dollars accordées par le gouvernement, et donc par le contribuable américain ? Réunis à Londres, il y a tout juste un mois, les maîtres du monde n'avaient-ils pas préconisé de repenser le système de rémunération des financiers en privilégiant les critères « durables » ? Manifestement, cela n'a pas suffi. Pour les professionnels de la finance, il est, au contraire, urgent de revenir aux bonnes vieilles pratiques, si lucratives malgré les dégâts collatéraux qu'elles provoquent (surtout chez les autres) de temps à autre. Jusqu'à présent, seuls les retraités ont fait leur mea culpa. Après Alan Greenspan (« *J'ai fait une erreur en comptant sur l'intérêt privé des organisations, particulièrement des banques* »), et Jack Welch, l'ex-patron de General Electric (« *Si on regarde les choses en face, [se focaliser sur] la valeur actionnariale était l'idée la plus stupide du monde* »), voici venu le temps de la contrition de Daniel Bouton : « *Nous n'avons pas vu cette béance dans le*

système et dans sa régulation, qui était la capacité offerte à n'importe quel établissement aux Etats-Unis de distribuer des crédits hypothécaires à n'importe qui. » Excusez du peu !

Malgré tout, des deux côtés de l'Atlantique, la finance relève la tête. Il n'y a en effet pas que Wall Street qui semble rétif à tout changement. A Paris, l'Autorité des marchés financiers (AMF) voit de nouveau les banques lui demander d'agréer des produits financiers hautement complexes (on les appellera toxiques dans un second temps). A Bruxelles, le commissaire au marché intérieur, l'Irlandais Charlie

Une course de vitesse est engagée entre les banquiers et les gouvernements

McCreevy, que l'on n'avait pas entendu depuis le début de la crise, ressort du bois : cet ultralibéral patenté propose d'enregistrer (et de contrôler) non pas les fonds spéculatifs eux-mêmes mais leurs gestionnaires. La différence est de taille : rien n'empêchera un gestionnaire enregistré en Europe de placer ses fonds... dans un paradis fiscal. Paris et Berlin s'y opposent, mais la Commission, appuyée comme par hasard par Londres, n'a pas dit son dernier mot.

Même en Allemagne, les esprits s'échauffent. Récession + élections = cocktail est, il est vrai, explosif. Le patron des patrons allemands vient de fustiger le « dilettantisme » et les « incohérences » du comité bipartite (SPD et CDU) qui préconise d'obliger les dirigeants à assumer sur leur patrimoine les erreurs de gestion et de ne verser les parts variables de salaire qu'à l'issue du contrat de travail.

Une course de vitesse est donc engagée entre les financiers, qui ne souhaitent demment pas revenir sur leurs privilèges et les gouvernements, soumis à la pression de leurs électeurs. Les banques ont d'ores et déjà gagné la première manche. En difficulté, elles ont été renflouées mais pas nationalisées. Elles sont en passe de gagner la deuxième, encore plus décisive celle des rémunérations. A Londres, le communiqué du G20 se contente d'indiquer que « *la régulation et la supervision doivent (...) décourager les prises de risques excessifs* ». On a connu injonctions plus fortes. Dans un premier temps, les gouvernements (pas le nôtre, rassurez-vous) augmentent les impôts payés par les plus riches. Mais, dès que le vent aura tourné, les discours sur la nécessaire compétitivité reprendront le dessus, et le moins-disant fiscal sera de nouveau à l'ordre du jour.

Vous avez remarqué comme Olivier Besancenot affiche une mine resplendissante ces derniers temps ? ■